



Eurobaromètre spécial 440

Résumé

Les Européens, l'agriculture et la politique agricole commune (PAC)

Terrain
Octobre 2015
Publication
Janvier 2016

Etude commandée par la Commission européenne,
Direction Générale de l'Agriculture et du Développement Rural
et coordonnée par la Direction Générale Communication

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

Eurobaromètre spécial 440 – Vague EB84.2 – TNS opinion & social

Eurobaromètre spécial 440

Résumé

Les Européens, l'agriculture et la politique agricole commune (PAC)

Octobre 2015

Etude réalisée par TNS politique & social à la demande de la Commission européenne,
Direction Générale de l'Agriculture et du Développement Rural

Etude coordonnée par la Direction Générale Communication de la Commission européenne,
(DG COMM Unité « Stratégie, actions de communication corporate et Eurobaromètre »)

INTRODUCTION	2
I. L'AGRICULTURE DANS L'UE : IMPORTANCE PERÇUE ET PRINCIPAUX OBJECTIFS DE L'UE EN MATIÈRE DE POLITIQUE AGRICOLE ET DE DEVELOPPEMENT RURAL	4
1 L'importance perçue de l'agriculture et des zones rurales dans l'UE	4
2 Les responsabilités des agriculteurs dans notre société	5
3 Principaux objectifs de l'UE en matière de politique agricole et de développement rural	6
II. LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC) : CONNAISSANCE, IMPORTANCE ET CONTRIBUTION AUX PRIORITES DE L'UE	8
1 Connaissance de la PAC	8
2 Efficacité perçue de la PAC	9
3 Importance perçue des priorités de la PAC	11
4 Contribution de la PAC	13
5 La PAC bénéficie-t-elle seulement aux agriculteurs ?	15
III. L'AIDE FINANCIERE AUX AGRICULTEURS ET LE BUDGET DE LA PAC	16
1 L'aide financière aux agriculteurs	16
2 Les raisons justifiant la part de la PAC dans le budget total de l'UE	17
3 L'avenir de l'aide financière aux agriculteurs	18
4 Opinions sur le mécanisme de conditionnalité	19
5 Opinions sur les subventions accordées aux agriculteurs pour la mise en place de pratiques respectueuses de l'environnement	20
IV. L'INFORMATION SUR LA PAC	21
1 Le désir de recevoir plus d'informations sur la PAC	21
2 Le type d'informations que les personnes interrogées souhaiteraient recevoir	22
V. LES BIENFAITS PROCURES PAR LES FORETS	23
VI. NOTORIÉTÉ DES LABELS DE QUALITÉ	24
CONCLUSION	25
ANNEXES	
<i>Spécifications techniques</i>	

INTRODUCTION

La politique agricole commune (PAC) a été mise en place en 1962. Il s'agit d'une politique commune à tous les États membres de l'Union européenne (UE), gérée et financée grâce aux ressources du budget annuel de l'UE, dont la PAC représente près de 40%.

Ses principaux objectifs sont d'améliorer la productivité agricole afin d'assurer aux consommateurs un approvisionnement régulier en denrées alimentaires à un prix abordable, tout en garantissant un niveau de vie raisonnable aux agriculteurs européens.

La PAC continue à évoluer afin de relever les défis de son temps. Aujourd'hui, plus de cinquante ans après le lancement de la PAC, l'UE compte plus de 500 millions de consommateurs qui ont besoin d'une source fiable de denrées alimentaires saines et nutritives. Dans ce contexte, l'UE doit s'attaquer à un ensemble de défis, existants ou à venir. Ces défis incluent :

- la concurrence mondiale,
- les crises économique et financière,
- le changement climatique et la gestion durable des ressources naturelles,
- la sécurité alimentaire,
- la hausse des prix (du carburant et des fertilisants, par exemple).

D'importantes réformes de modernisation du secteur ont été menées ces dernières années, dans le but de l'orienter davantage vers le marché. La PAC a en particulier été remodelée en 2013, après trois années d'intenses discussions et négociations, afin de relever les défis de la période 2014-2020.

La nouvelle PAC est conçue de manière à garantir que le soutien direct qu'elle apporte est plus équitable et plus écologique, et à renforcer la position des agriculteurs dans la filière alimentaire. Elle vise une plus grande efficacité et une plus grande transparence.

Plus de 18 mois s'étant écoulés depuis la mise en œuvre des réformes de la nouvelle PAC, la direction générale de l'agriculture et du développement rural a tenu à interroger à nouveau l'opinion publique européenne sur l'agriculture de l'UE et la PAC.

Le sondage a été réalisé par le réseau TNS Opinion & Social dans les 28 États membres de l'Union européenne entre le 17 et le 26 octobre 2015. Les entretiens ont été menés auprès de 27 822 citoyens, issus de catégories sociales et démographiques variées. Ils ont eu lieu en face-à-face au domicile de la personne interrogée, dans sa langue maternelle, au nom de la Direction Générale de l'Agriculture et du Développement Rural.

La méthodologie utilisée est celle des enquêtes Eurobaromètre de la Direction Générale Communication (unité « Stratégie, actions de communication corporate et Eurobaromètre »). Une note technique relative à la manière dont les entretiens ont été réalisés par les instituts du réseau TNS Opinion & Social est présentée en annexe à ce rapport. Elle présente également les méthodes d'entretien et les intervalles de confiance.

Note : Dans ce rapport, les pays sont mentionnés par leur abréviation officielle. Les abréviations utilisées dans ce rapport sont les suivantes :

Belgique	BE	Lettonie	LV
République tchèque	CZ	Luxembourg	LU
Bulgarie	BG	Hongrie	HU
Danemark	NSP	Malte	MT
Allemagne	DE	Pays-Bas	NL
Estonie	EE	Autriche	AT
Grèce	EL	Pologne	PL
Espagne	ES	Portugal	PT
France	FR	Roumanie	RO
Croatie	HR	Slovénie	SI
Irlande	IE	Slovaquie	SK
Italie	IT	Finlande	FI
République de Chypre*	CY	Suède	SE
Lituanie	LT	Royaume-Uni	UK
Union européenne – moyenne pondérée pour les 28 Etats membres			UE28
BE, FR, IT, LU, DE, AT, ES, PT, IE, NL, FI, EL, EE, SI, CY, MT, SK, LV, LT			Zone euro
BG, CZ, DK, HR, HU, PL, RO, SE, UK			Hors zone euro

* Chypre dans son ensemble est l'un des 28 Etats membres de l'Union européenne. Toutefois, l'« acquis communautaire » a été suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays sous contrôle du Gouvernement de la République de Chypre sont inclus dans la catégorie « CY » et compris dans la moyenne de l'UE28.

Nous souhaitons remercier l'ensemble des personnes interrogées dans l'Union européenne qui ont pris le temps de participer à cette enquête. Sans leur participation active, cette étude n'aurait pas été possible.

I. L'AGRICULTURE DANS L'UE : IMPORTANCE PERÇUE ET PRINCIPAUX OBJECTIFS DE L'UE EN MATIÈRE DE POLITIQUE AGRICOLE ET DE DÉVELOPPEMENT RURAL

1 L'importance perçue de l'agriculture et des zones rurales dans l'UE

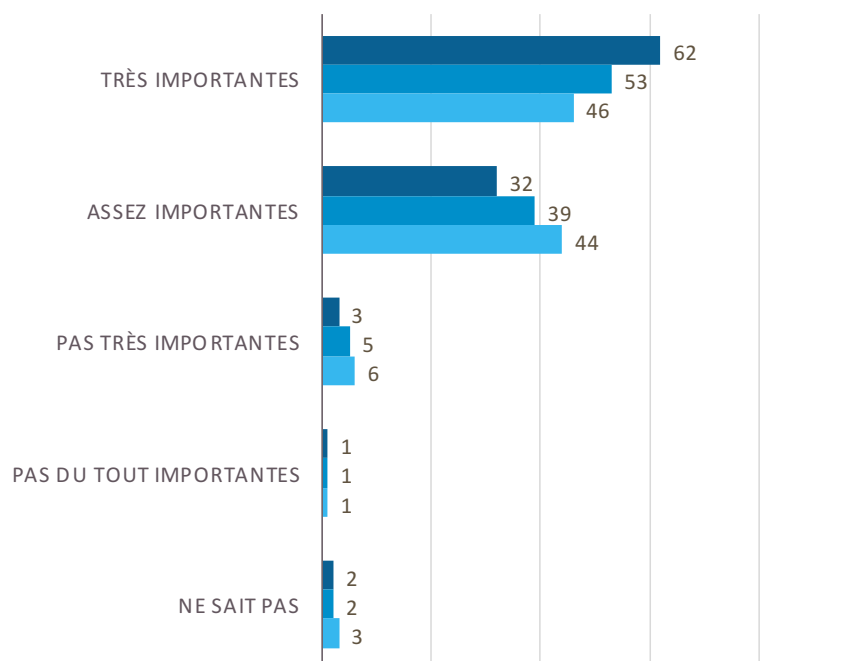
Il a été demandé aux Européens d'indiquer quel degré d'importance ils accordent, dans l'UE, à l'agriculture et aux zones rurales pour leur futur¹.

Plus de neuf personnes interrogées sur dix (94%) au sein de l'UE estiment que l'agriculture et les zones rurales sont importantes pour leur futur. Cela représente une augmentation de deux points de pourcentage par rapport à la précédente enquête de novembre 2013.

Cette opinion a gagné du terrain : une large proportion d'Européens considère désormais que l'agriculture et les zones rurales sont « très importantes » pour leur futur, ce qui représente une augmentation sensible par rapport aux enquêtes précédentes (62%, +9 points par rapport à 2013 et +16 points par rapport à 2009), tandis que 32% estiment que l'agriculture et les zones rurales sont « assez importantes » (-7 points par rapport à 2013, -12 points par rapport à 2009). Par comparaison, en 2009, on observait des proportions similaires d'Européens qui estimaient ces thématiques « assez importantes » (44%) ou « très importantes » (46%).

QC1 Pensez-vous que, dans l'UE, l'agriculture et les zones rurales sont ... pour notre futur ? (% - UE)

■ EB84.2 Oct. 2015 ■ EB80.2 Nov.-Déc. 2013 ■ EB72.5 Nov.-Déc. 2009



¹ QC1. Pensez-vous que, dans l'UE, l'agriculture et les zones rurales sont ... pour notre futur ? REPONSES : Très importantes, Assez importantes, Pas très importantes, Pas du tout importantes, Ne sait pas.

Si, dans tous les Etats membres, la majorité des personnes interrogées juge que l'agriculture et les zones rurales sont importantes pour leur futur, il existe des différences entre les pays quant au degré d'importance qui leur est accordé : au moins quatre personnes interrogées sur cinq considèrent que l'agriculture et les zones rurales sont « très importantes » au Luxembourg (85%), en Slovénie (81%) et à Malte (80%). En comparaison, seulement environ la moitié des personnes interrogées pense qu'elles sont « très importantes » pour leur futur en Italie (50%), en Pologne (51%) et aux Pays-Bas (53%).

2 Les responsabilités des agriculteurs dans notre société

Les personnes interrogées devaient indiquer ce qu'elles pensent être les deux principales responsabilités des agriculteurs dans notre société². Cette question avait déjà été posée lors de la précédente enquête Eurobaromètre de novembre 2013.

Comme lors de l'enquête précédente, les personnes interrogées dans l'UE répondent en premier qu'« **offrir à la population une diversité de produits de qualité** » (42%, +4 points de pourcentage par rapport à 2013) est l'une des principales responsabilités des agriculteurs dans notre société.

La seconde responsabilité la plus mentionnée est d'« **assurer le bien-être des animaux d'élevage** » (35%). Cette responsabilité a elle aussi connu une progression notable depuis la dernière enquête (+8 points), où elle était classée au cinquième rang des responsabilités les plus mentionnées. « **Protéger l'environnement** » arrive en troisième position (30%, -2 points).

En quatrième position, le fait de « **maintenir l'activité économique et l'emploi dans les zones rurales** » semble perdre de l'importance aux yeux des personnes interrogées (29%, -7 points). En 2013, c'était la deuxième responsabilité des agriculteurs la plus mentionnée.

Une personne interrogée sur quatre indique qu'« **assurer l'autosuffisance alimentaire de l'UE** » constitue l'une des principales responsabilités des agriculteurs. Par rapport à 2013, cette opinion a décliné de quatre points, pour atteindre 25%.

« **Favoriser et améliorer la vie dans les campagnes** » arrive en dernière position des responsabilités mentionnées, 24% des Européens indiquant que ce rôle est l'une des principales responsabilités des agriculteurs, en augmentation par rapport à 2013 (+3 points).

² QC6. D'après vous, quelles devraient être les deux responsabilités principales des agriculteurs dans notre société ? REPONSES Protéger l'environnement; Maintenir l'activité économique et l'emploi dans les zones rurales; Assurer l'autosuffisance alimentaire de l'UE; Offrir à la population une diversité de produits de qualité; Assurer le bien-être des animaux d'élevage; Favoriser et améliorer la vie dans les campagnes; Autre; Ne sait pas.

QC6 D'après vous, quelles devraient être les deux responsabilités principales des agriculteurs dans notre société ? (MAX. 2 RÉPONSES)

(% - UE)



3 Principaux objectifs de l'UE en matière de politique agricole et de développement rural

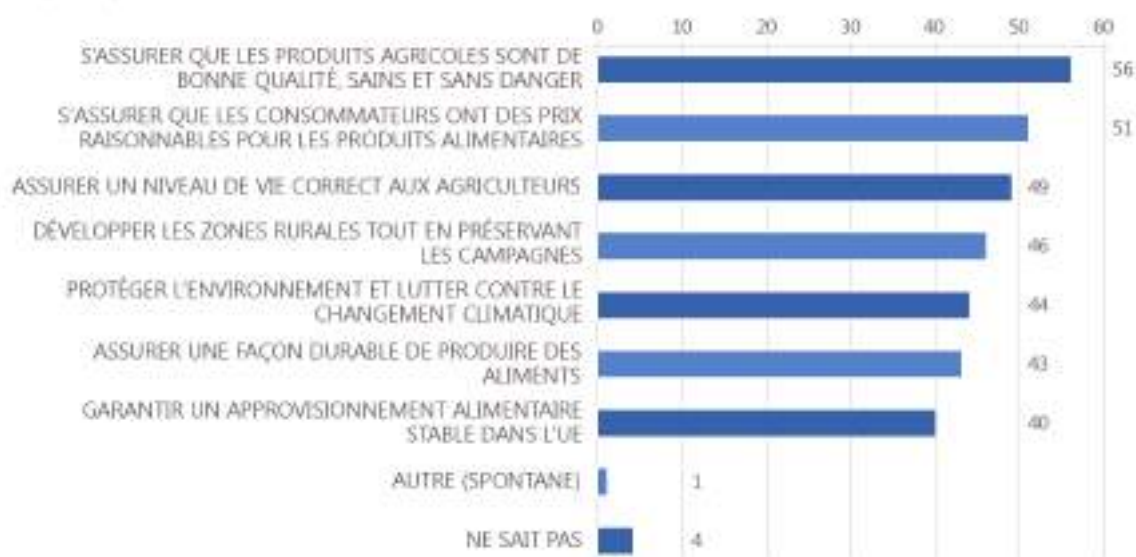
Il a été demandé aux Européens d'indiquer quels devraient être, selon eux, les principaux objectifs de l'UE en matière de politique agricole et de développement rural³.

Plus de la moitié des personnes interrogées (56%) dans l'UE estime que « s'assurer que les produits agricoles sont de bonne qualité, sains et sans danger » devrait être l'un des principaux objectifs de l'UE. « S'assurer que les consommateurs ont des prix raisonnables pour les produits alimentaires » (51%) est le second objectif le plus mentionné pour l'UE, suivi de près par le fait d'« assurer un niveau de vie correct aux agriculteurs » (49%).

« Garantir un approvisionnement alimentaire stable dans l'UE » est l'objectif le moins mentionné parmi les sept proposés. Toutefois, une proportion considérable des personnes interrogées (40%) le considère quand même comme l'un des principaux objectifs de l'UE en matière de politique agricole et de développement rural.

³ QC4. Selon vous, quels devraient être les principaux objectifs de l'UE en matière de politique agricole et de développement rural ? S'assurer que les produits agricoles sont de bonne qualité, sains et sans danger; Développer les zones rurales tout en préservant les campagnes; S'assurer que les consommateurs ont des prix raisonnables pour les produits alimentaires; Protéger l'environnement et lutter contre le changement climatique; Assurer une façon durable de produire des aliments; Garantir un approvisionnement alimentaire stable dans l'UE; Assurer un niveau de vie correct aux agriculteurs; Ne sait pas; Autre (spontané).

QC4 Selon vous, quels devraient être les principaux objectifs de l'UE en matière de politique agricole et de développement rural ? (PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)
(% - UE)



S'assurer que les produits agricoles sont de bonne qualité, sains et sans danger est l'objectif le plus mentionné dans 16 Etats membres sur 28, en premier lieu desquels se placent la France (72%), les Pays-Bas (72%), Malte (71%) et le Luxembourg (71%).

Dans cinq Etats membres, les personnes interrogées pensent que le principal objectif de l'UE est de **s'assurer que les consommateurs ont des prix raisonnables pour les produits alimentaires**. Ils sont nombreux à partager cet avis en Grèce (74%), ainsi qu'à Chypre (65%) et en Slovaquie (62%).

Assurer un niveau de vie correct aux agriculteurs est le principal objectif mentionné par les personnes interrogées dans cinq des 28 Etats membres : en Belgique (62%), en Espagne (62%), en Roumanie (59%), en Irlande (56%) et au Royaume-Uni (54%). La plus faible proportion de personnes interrogées partageant cette opinion se trouve en Italie (25%).

II. LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC) : CONNAISSANCE, IMPORTANCE ET CONTRIBUTION AUX PRIORITES DE L'UE

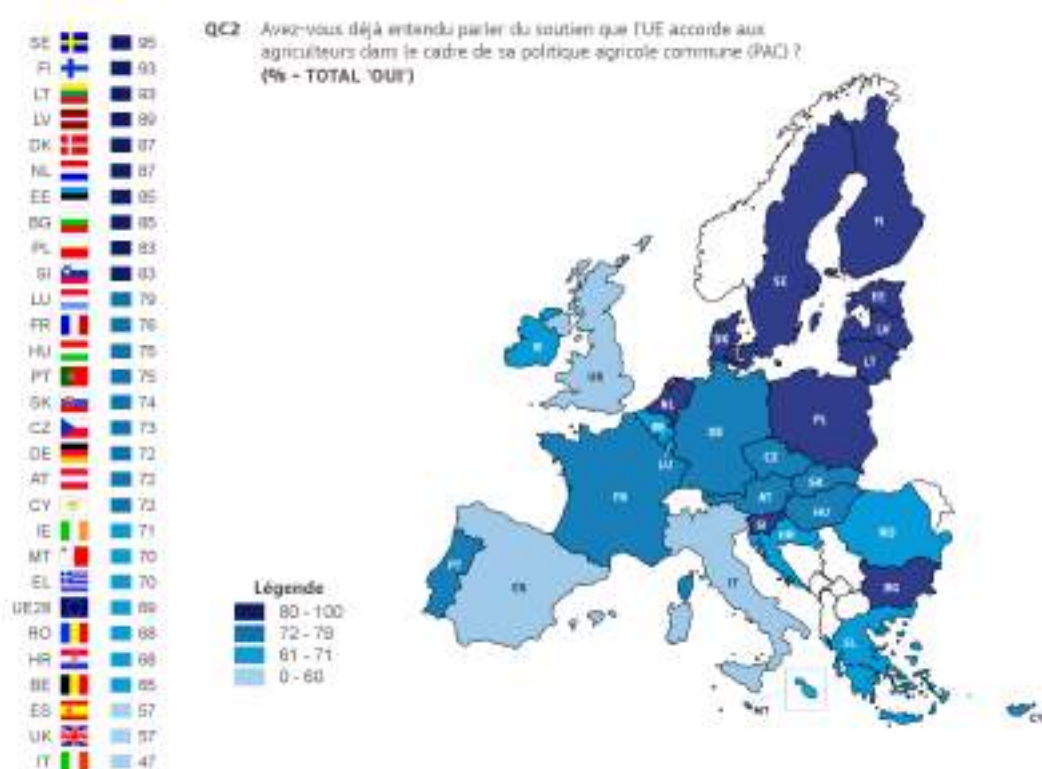
1 Connaissance de la PAC

Dans l'ensemble, plus des deux tiers des Européens interrogés ont entendu parler de ce soutien (69%, +5 points de pourcentage par rapport à 2013). Par rapport à l'enquête précédente, la proportion d'Européens qui a entendu parler de la PAC mais n'en connaît pas vraiment les détails a augmenté (59%, +3 points). Un Européen sur dix indique être informé de la PAC et en connaître les détails (10%, +2 points).

L'analyse des résultats au niveau national révèle que le niveau de connaissance varie beaucoup d'un pays à l'autre au sein de l'Union européenne :

Plus de neuf personnes interrogées sur dix sont informées du soutien de la PAC aux agriculteurs en Suède (95%), en Finlande (93%) et en Lituanie (93%), tandis que le degré de connaissance est également élevé en Lettonie (89%), aux Pays-Bas (87%) et au Danemark (87%).

Le niveau de connaissance est nettement plus faible en Italie (47%), ainsi qu'au Royaume-Uni et en Espagne (57% pour les deux).



En Lituanie (24%) et en Irlande (20%), au moins une personne interrogée sur cinq déclare connaître la PAC et ses détails. Cela représente près du double des résultats obtenus dans la plupart des pays, à l'exception de la Pologne (18%), de la Roumanie (18%) et de Chypre (18%).

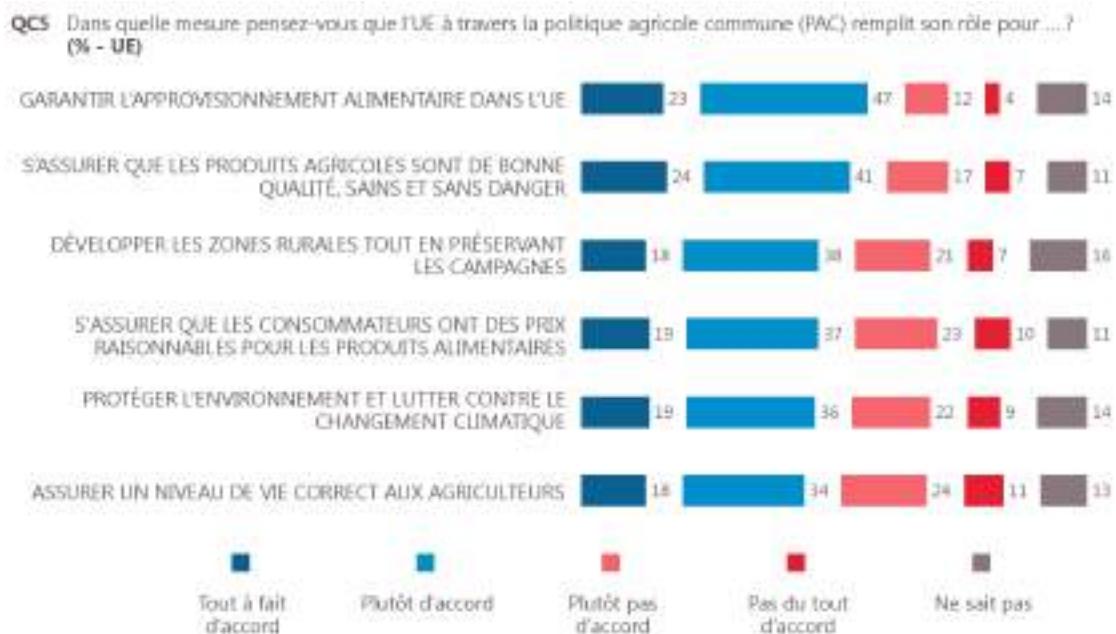
La réponse **oui, ont entendu parler du soutien et en connaissent les détails** a très peu évolué dans la plupart des pays par rapport à l'enquête précédente, à l'exception de la Lituanie (+9 points par rapport à 2013), Chypre (+7 points), l'Irlande (+7 points), l'Autriche (+6 points) et la Suède (+6 points).

2 Efficacité perçue de la PAC

Il a été demandé aux Européens d'indiquer dans quelle mesure ils pensent que la politique agricole commune (PAC) remplit son rôle dans un certain nombre de domaines⁴.

Les Européens sont plus enclins à penser que l'UE remplit son rôle pour « garantir l'approvisionnement alimentaire dans l'UE » (70% sont d'accord), la proportion de « tout à fait d'accord » (23%) étant assez élevée. Près des deux tiers des personnes interrogées dans l'UE estiment que l'UE remplit son rôle pour « s'assurer que les produits agricoles sont de bonne qualité, sains et sans danger » (65%).

Les personnes interrogées ont moins tendance à penser que l'UE réussit à développer les zones rurales (56%), à assurer des prix raisonnables pour les produits alimentaires (56%), à protéger l'environnement (55%) et à assurer un niveau de vie correct aux agriculteurs (52%). Si la majorité des Européens estime que l'UE remplit son rôle dans ces domaines, une forte proportion n'est pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle l'UE réussit à assurer un niveau de vie correct aux agriculteurs (35%), à assurer des prix raisonnables pour les produits alimentaires (33%), à protéger l'environnement (31%) et à développer les zones rurales tout en préservant les campagnes (28%).



Assurer un niveau de vie correct aux agriculteurs : dans 20 des 28 Etats membres, plus de la moitié des personnes interrogées pense que l'UE arrive à assurer un niveau de vie correct aux agriculteurs. En Irlande (69%), en Hongrie (69%) et à Malte (68%), les personnes interrogées partagent plus souvent cette opinion qu'en France (34%), en Estonie (34%) et en Suède (42%).

Développer les zones rurales tout en préservant les campagnes : à part dans deux Etats membres, une majorité relative des personnes interrogées convient que l'UE remplit son rôle dans ce domaine, à des degrés plus ou moins forts. C'est en Hongrie (73% d'accord) et en Lituanie (71%) que les proportions sont les plus élevées.

⁴ QCS. Dans quelle mesure pensez-vous que l'UE à travers la politique agricole commune (PAC) remplit son rôle pour ... ? Assurer un niveau de vie correct aux agriculteurs; Développer les zones rurales tout en préservant les campagnes; S'assurer que les consommateurs aient des prix raisonnables pour les produits alimentaires; Garantir l'approvisionnement alimentaire dans l'UE; Protéger l'environnement et lutter contre le changement climatique; S'assurer que les produits agricoles soient de bonne qualité, sains et sans danger REPONSES : Tout à fait d'accord, Plutôt d'accord, Plutôt pas d'accord, Pas du tout d'accord, Ne sait pas.

S'assurer que les consommateurs ont des prix raisonnables pour les produits alimentaires : plus de 50% des personnes interrogées dans 20 pays sont d'accord avec le fait que l'UE remplit son rôle dans ce domaine. Les proportions sont les plus fortes aux Pays-Bas (74%) et en Allemagne (68%).

Garantir l'approvisionnement alimentaire dans l'UE : dans tous les pays, la majorité des personnes interrogées s'accorde à dire que l'UE garantit l'approvisionnement alimentaire dans l'UE. Les Pays-Bas (84%), la Hongrie (82%) et l'Allemagne (82%) affichent les plus fortes proportions de personnes interrogées qui sont d'accord avec cette proposition, par rapport aux 58% en Suède.

Protéger l'environnement et lutter contre le changement climatique : dans l'ensemble des Etats membres, sauf un, une majorité relative des personnes interrogées estime que l'UE joue son rôle de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique. Les niveaux d'accord avec cette proposition varient considérablement selon les pays, les plus élevés étant observés en Hongrie (75%), aux Pays-Bas (74%) et à Malte (70%), et le plus faible en France (36%).

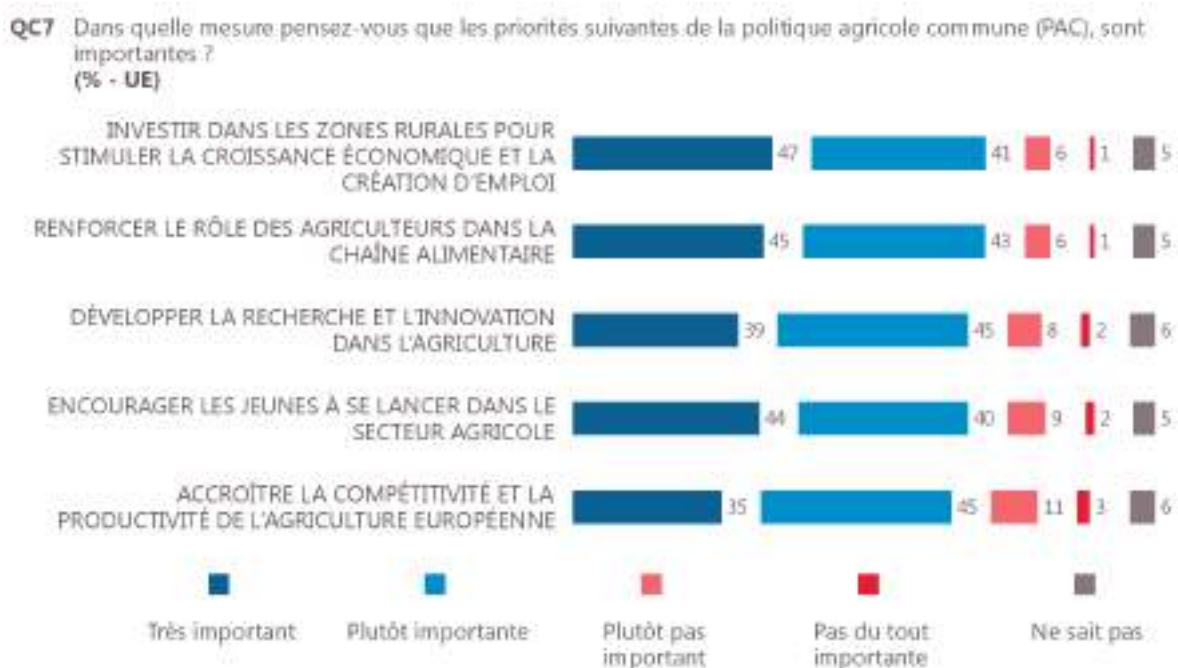
S'assurer que les produits agricoles sont de bonne qualité, sains et sans danger : dans l'ensemble des pays de l'UE, l'opinion majoritaire est que l'UE remplit son rôle dans ce domaine, avec des niveaux d'accord très variés. La proportion de personnes interrogées étant d'accord est la plus élevée aux Pays-Bas (87%), alors que seuls 47% partagent cette opinion en France.

3 Importance perçue des priorités de la PAC

Il a été demandé aux personnes interrogées d'indiquer l'importance qu'ils accordent à une liste de priorités de la politique agricole commune⁵.

Plus de quatre Européens sur cinq estiment que toutes les priorités mentionnées sont « importantes », mais deux d'entre elles sont mentionnées un peu plus souvent. « Investir dans les zones rurales pour stimuler la croissance économique et la création d'emploi » (88%) et « renforcer le rôle des agriculteurs dans la chaîne alimentaire » (88%) devançant les autres priorités de 4 à 8 points de pourcentage. Les personnes interrogées sont très nombreuses à trouver ces deux priorités « très importantes » (47% et 45% respectivement).

Les Européens ont moins tendance à penser que « développer la recherche et l'innovation dans l'agriculture » est une priorité « très importante » (39%). Il en va de même pour le fait d'« accroître la compétitivité et la productivité de l'agriculture européenne » (35%).



Accroître la compétitivité et la productivité de l'agriculture européenne : plus de 70% des personnes interrogées dans 26 pays considèrent qu'accroître la compétitivité et la productivité de l'agriculture européenne constitue une priorité « importante ». Les personnes interrogées au Portugal (93%), en Bulgarie (90%), en Grèce (90%) et à Chypre (90%) sont clairement de cet avis et la proportion des personnes interrogées jugeant cette priorité « très importante » est significative dans ces pays.

Développer la recherche et l'innovation dans l'agriculture : dans l'ensemble des Etats membres de l'UE, plus de 70% des personnes interrogées estiment que développer la recherche et l'innovation constitue une priorité « importante ».

Dans sept pays, au moins 50% des personnes interrogées sont plus susceptibles de penser que cette priorité est « très importante » que « plutôt importante » – c'est en Irlande (57%), en Bulgarie (57%)

⁵ QC7. Dans quelle mesure pensez-vous que les priorités suivantes de la politique agricole commune (PAC), sont importantes ? Investir dans les zones rurales pour stimuler la croissance économique et la création d'emploi; Renforcer le rôle des agriculteurs dans la chaîne alimentaire; Développer la recherche et l'innovation dans l'agriculture; Encourager les jeunes à se lancer dans le secteur agricole; Accroître la compétitivité et la productivité de l'agriculture européenne. REPONSES : Très importante, Plutôt importante, Plutôt pas importante, Pas du tout importante, Ne sait pas.

et en Roumanie (56%) que les proportions de personnes interrogées considérant cette priorité comme « très importante » sont les plus élevées.

Investir dans les zones rurales pour stimuler la croissance économique et la création d'emploi : dans l'ensemble des Etats membres de l'UE, plus de quatre personnes interrogées sur cinq considèrent qu'il s'agit d'une priorité « importante » de la PAC. Les pays où cette opinion est la plus ancrée sont notamment la Bulgarie (96%), Chypre (96%), le Portugal et la Slovaquie (95% dans ces deux pays).

Dans 16 pays, plus de 50% des personnes interrogées estiment que cette priorité est « très importante ». Les proportions les plus élevées de personnes interrogées de cet avis sont observées en Bulgarie (79%), en Lettonie (69%), à Chypre (68%) et en Roumanie (66%).

Renforcer le rôle des agriculteurs dans la chaîne alimentaire : là encore, plus de quatre personnes interrogées sur cinq dans l'ensemble des pays considèrent que cette priorité de la PAC est « importante ». Les personnes interrogées en Slovaquie (95%), en Bulgarie, au Portugal, en Finlande et à Chypre (93% dans l'ensemble de ces pays) sont plus susceptibles de penser que cette priorité est « importante », par rapport à celles aux Pays-Bas (80%) et au Danemark (80%).

Encourager les jeunes à se lancer dans le secteur agricole : dans 26 pays, plus de quatre personnes interrogées sur cinq estiment que c'est là une priorité « importante » à laquelle la PAC doit se consacrer. Les personnes interrogées en Bulgarie (94%), en Grèce (94%), au Portugal, à Chypre et en Slovaquie (94% pour les trois) sont plus enclines à partager cette opinion que celles aux Pays-Bas (68%) et au Danemark (73%).

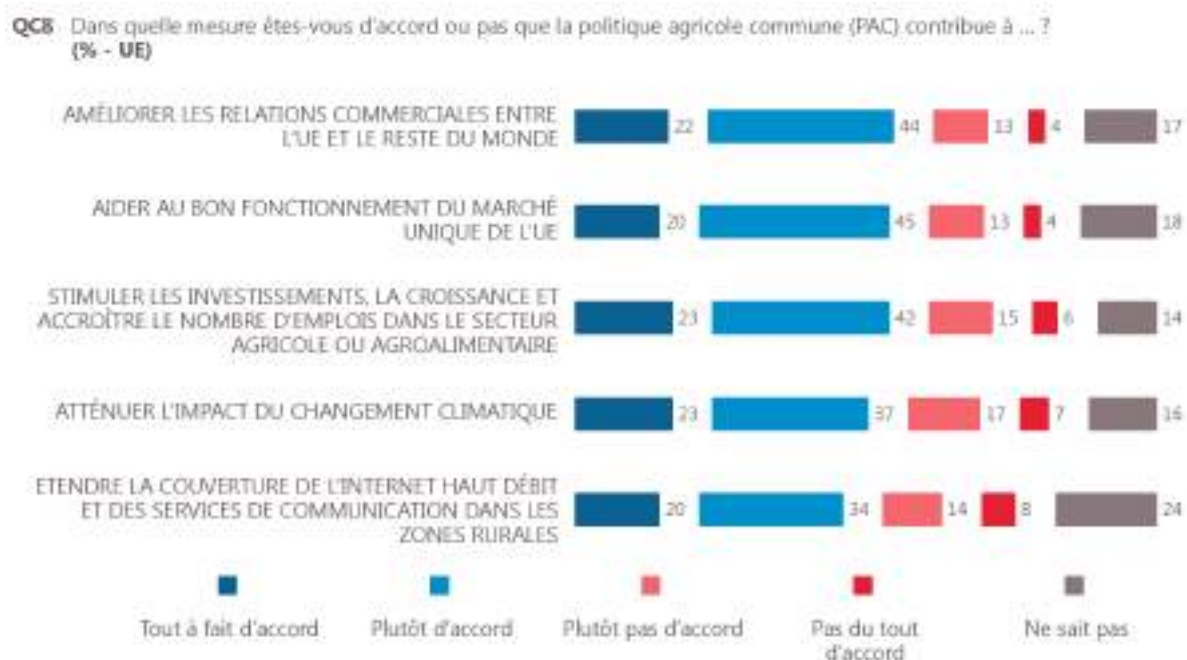
4 Contribution de la PAC

Il a été demandé aux Européens d'indiquer s'ils sont d'accord ou non avec une liste d'affirmations concernant les contributions de la PAC dans certains domaines⁶.

Dans l'ensemble, la majorité des Européens convient que la PAC contribue à améliorer les relations commerciales (66%), aide au bon fonctionnement du marché unique de l'UE (65%), stimule les investissements et accroît le nombre d'emplois (65%), limite le changement climatique (60%) et étend la couverture de l'Internet haut débit et des services de communication dans les zones rurales (54%).

Plus d'une personne interrogée sur quatre n'est pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle la PAC contribue à étendre la couverture de l'Internet haut débit et des services de communication dans les zones rurales (22%), auxquelles s'ajoutent 24% de personnes interrogées déclarant ne pas savoir.

Près d'une personne interrogée sur cinq n'est « pas d'accord » non plus avec le fait que la PAC atténue l'impact du changement climatique (24%).



Stimuler les investissements, la croissance et accroître le nombre d'emplois dans le secteur agricole ou agroalimentaire : dans 26 Etats membres, plus d'une personne interrogée sur deux est d'accord avec le fait que la PAC stimule les investissements, la croissance et accroît le nombre d'emplois dans le secteur agricole ou agroalimentaire. Les personnes interrogées à Malte, en Italie et en Hongrie sont les plus susceptibles d'exprimer cette opinion (78% des personnes interrogées dans ces pays sont de cet avis). Quoi qu'il en soit, moins de 50% des personnes interrogées en France et en Suède estiment que la PAC contribue de cette manière aux secteurs agricole et agroalimentaire.

⁶ QCB. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas que la politique agricole commune (PAC) contribue à ... ? Stimuler les investissements, la croissance et accroître le nombre d'emplois dans le secteur agricole ou agroalimentaire; Aider au bon fonctionnement du marché unique de l'UE; Améliorer les relations commerciales entre l'UE et le reste du monde; Atténuer l'impact du changement climatique; Etendre la couverture de l'Internet haut débit et des services de communication dans les zones rurales. REPONSES Tout à fait d'accord, Plutôt d'accord, Plutôt pas d'accord, Pas du tout d'accord, Ne sait pas.

Aider au bon fonctionnement du marché unique de l'UE : le niveau d'accord varie significativement selon les pays. Ainsi, 76% des personnes interrogées au Portugal et en Hongrie estiment que la PAC aide au bon fonctionnement du marché unique de l'UE, alors qu'elles ne sont que 48% de cet avis en Lettonie.

Améliorer les relations commerciales entre l'UE et le reste du monde : dans 27 Etats membres, plus de 50% des personnes interrogées sont « d'accord » avec le fait que la PAC contribue à l'amélioration des relations commerciales avec le reste du monde. En Italie (77%), au Portugal (76%) et en Hongrie (76%), les personnes interrogées sont plus susceptibles de partager cette opinion qu'en France (48%) et en Suède (51%).

Atténuer l'impact du changement climatique : dans 23 pays, au moins 50% des personnes interrogées pensent que la PAC contribue à atténuer l'impact du changement climatique. Malte (76%), l'Italie (74%), l'Allemagne (72%) et la Hongrie (72%) arrivent en tête.

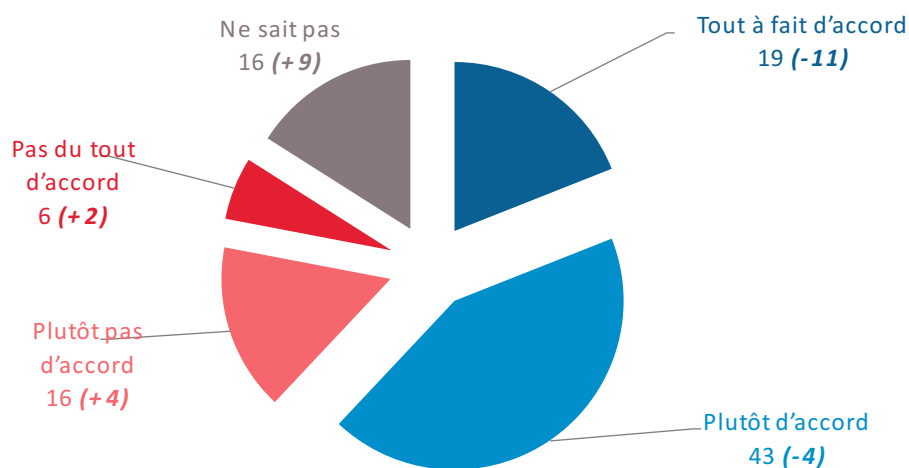
Etendre la couverture de l'Internet haut débit et des services de communication dans les zones rurales : dans 26 pays, les personnes interrogées ont plus tendance à penser que la PAC contribue à étendre la couverture de l'Internet haut débit et des services de communication dans les zones rurales que le contraire. En Pologne (69%), en Italie (66%) et en Hongrie (66%), les personnes interrogées partagent plus souvent cette opinion qu'en Suède (39%) et en France (42%), où la plupart de sondés sont malgré tout « d'accord ».

5 La PAC bénéficie-t-elle seulement aux agriculteurs ?

Il a été demandé aux personnes interrogées d'indiquer dans quelle mesure elles sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle la PAC bénéficie à l'ensemble des citoyens européens et pas seulement aux agriculteurs⁷. Cette question avait déjà été posée lors de la précédente enquête Eurobaromètre de novembre 2013.

Plus de six Européens sur dix (62%) sont d'accord avec la proposition selon laquelle la PAC profite à tous et pas seulement aux agriculteurs. Par rapport à la dernière enquête menée en 2013, le nombre de réponses total « d'accord » connaît un recul de 15 points.

QC3 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec la proposition suivante : la politique agricole commune (PAC) bénéficie à l'ensemble des citoyens européens et pas seulement aux agriculteurs.
(% - UE)



(Octobre 2015 - Novembre-Décembre 2013)

Dans tous les pays de l'UE à l'exception de deux, plus de la moitié des personnes interrogées est d'accord avec l'idée selon laquelle la PAC profite à tous les citoyens européens. Les personnes interrogées à Malte (87%) et à Chypre (80%) sont plus susceptibles d'être d'accord avec cette affirmation et les proportions de « tout à fait d'accord » y sont très élevées (52% à Malte et 48% à Chypre). Par comparaison, moins de la moitié des personnes interrogées en France (45%) et au Royaume-Uni (49%) pense que la PAC profite à tous, et seuls 11% sont « tout à fait d'accord » avec cette proposition.

Par rapport à 2013, la proportion des personnes interrogées qui se déclarent « d'accord » recule de plus de 10 points dans 13 Etats membres. Les reculs les plus marqués touchent le Royaume-Uni (49%, -21 points par rapport à 2013), la Belgique (65%, -20 points), l'Espagne (58%, -19 points) et la France (45%, -19 points).

⁷ QC3 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec la proposition suivante : la politique agricole commune (PAC) bénéficie à l'ensemble des citoyens européens et pas seulement aux agriculteurs. REPONSES Tout à fait d'accord, Plutôt d'accord, Plutôt pas d'accord, Pas du tout d'accord, Ne sait pas.

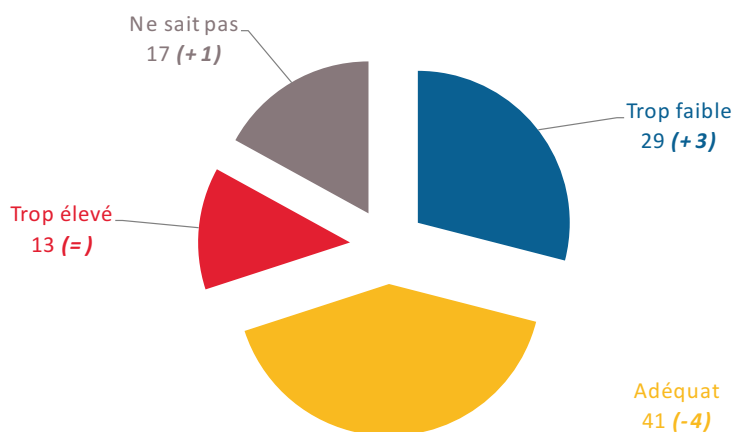
III. L'AIDE FINANCIERE AUX AGRICULTEURS ET LE BUDGET DE LA PAC

1 L'aide financière aux agriculteurs

Il a été demandé aux Européens, après leur avoir expliqué le niveau de soutien accordé par l'UE aux agriculteurs, s'ils pensent que cette aide financière aux agriculteurs par l'UE est trop faible, adéquate ou trop élevée⁸.

Plus de quatre Européens sur dix considèrent que le soutien financier apporté aux agriculteurs est « adéquat » (41%, -4 points de pourcentage). Un peu moins d'un tiers pense qu'il est « trop faible » (29%, +3 points) et 13% qu'il est « trop élevé ». La part de réponse « ne sait pas » est élevée (17%).

QC9 L'UE donne un soutien financier aux agriculteurs pour les aider à stabiliser leurs revenus. Cette aide représente environ 1% des dépenses publiques cumulées des 28 Etats membres de l'UE et près de 40% du budget total de l'UE. Pensez-vous que ce soutien est trop faible, adéquat ou trop élevé ?
(% - UE)



(Octobre 2015 - Novembre-Décembre 2013)

Dans 19 Etats membres, une majorité relative de personnes interrogées juge l'aide financière de l'UE « adéquate », en particulier en République tchèque (53%), en Finlande (53%) et en Irlande (52%).

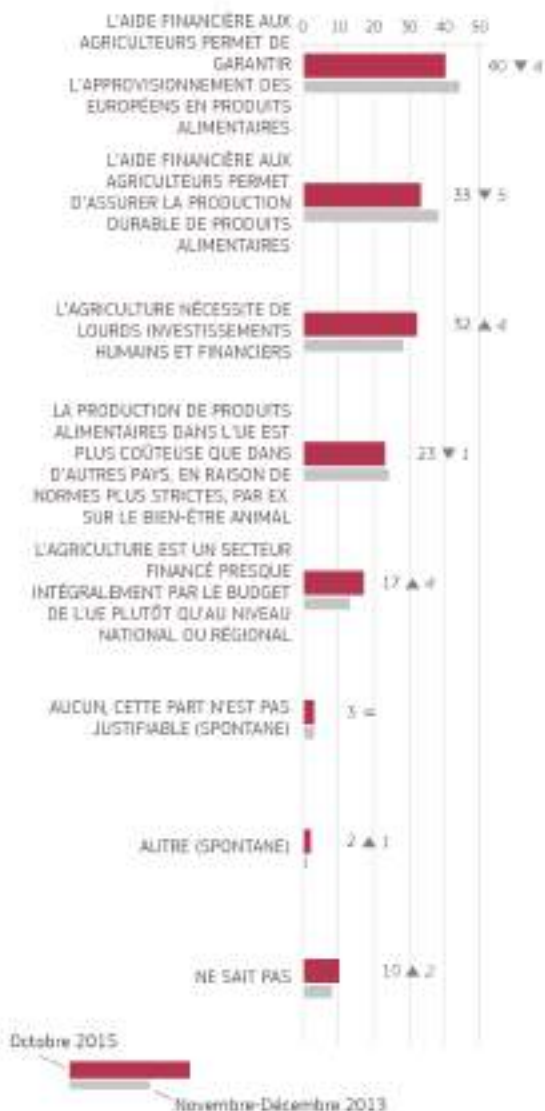
Dans quatre pays, la majorité des sondés estime que le soutien financier de l'UE est « trop faible » : en Lettonie (66%, +17 points par rapport à 2013), en Roumanie (57%, +14 points), en Estonie (45%, +12 points) et à Chypre (45%, +8 points). Par rapport à 2013, l'opinion majoritaire dans ces deux derniers pays est passée de « adéquate » à « trop faible ».

Une forte proportion des personnes interrogées juge cette aide « trop élevée » en Suède (31%), aux Pays-Bas (31%) et au Danemark (31%), ainsi que, dans une moindre mesure, au Luxembourg (22%).

⁸ QC9. L'UE donne un soutien financier aux agriculteurs pour les aider à stabiliser leurs revenus. Cette aide représente environ 1% des dépenses publiques cumulées des 28 Etats membres de l'UE et près de 40% du budget total de l'UE. Pensez-vous que ce soutien est trop faible, adéquat ou trop élevé ? REPONSES Trop faible; Adéquat; Trop élevé; Ne sait pas.

2 Les raisons justifiant la part de la PAC dans le budget total de l'UE

QC10 Selon vous, quelles sont les principales raisons qui justifient qu'une part importante du budget de l'UE (près de 40% du budget total de l'UE) soit destinée à la politique agricole commune (PAC) ? (MAX. 2 REPONSES)
(% - UE)



Les Européens ont indiqué quelles sont, selon eux, les principales raisons pour lesquelles l'UE consacre une part importante de son budget à la politique agricole commune (PAC).

La raison la plus citée est que « l'aide financière aux agriculteurs permet de garantir l'approvisionnement des Européens en produits alimentaires » (40%). Elle recule toutefois de quatre points de pourcentage depuis la dernière enquête. La seconde raison la plus mentionnée, « ... assurer la production durable de produits alimentaires », enregistre un recul similaire (33%, -5 points par rapport à 2013).

Les personnes interrogées sont plus nombreuses qu'en 2013 à reconnaître que l'importance des investissements humains et financiers dans l'agriculture explique la part élevée de son budget que l'UE accorde à la PAC (32%, +4 points).

L'analyse des résultats par pays révèle que la **garantie de l'approvisionnement des Européens en produits alimentaires** est la raison la plus citée dans 12 Etats membres. Le soutien à cette proposition est le plus appuyé au Royaume-Uni (53%, +13 points par rapport à 2013), en Irlande (52%, +1 point) et en Finlande (50%, -5 points).

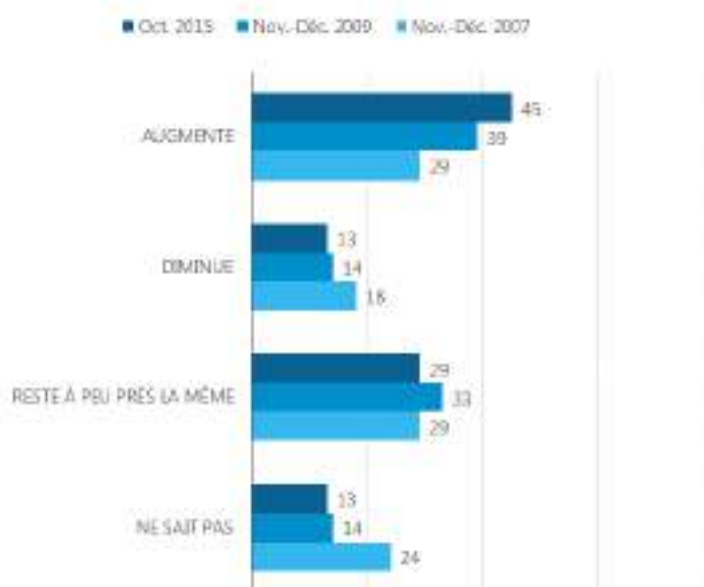
L'argument selon lequel **l'aide financière aux agriculteurs permet d'assurer la production durable de produits alimentaires** arrive en tête dans huit pays pour expliquer les dépenses élevées de l'UE en matière de PAC. Par rapport à 2013, cette opinion perd du terrain dans 20 pays.

En troisième position, l'argument selon lequel **l'agriculture nécessite de lourds investissements humains et financiers** arrive en tête dans huit pays. La proportion de personnes interrogées de cet avis est la plus élevée en Bulgarie (44%, -4 points), en Lituanie (41%, +5 points), en Slovaquie (41%, +7 points) et à Chypre (41%, +8 points).

3 L'avenir de l'aide financière aux agriculteurs

Il a ensuite été demandé aux Européens d'indiquer s'ils souhaiteraient que l'aide financière versée aux agriculteurs par l'UE augmente, diminue ou reste la même au cours des dix prochaines années⁹. La majorité des Européens (45%) souhaiterait une augmentation de l'aide versée par l'UE aux agriculteurs durant les dix prochaines années. Cette opinion a progressé par rapport à 2009 (+6 points de pourcentage) et à 2007 (+16 points). Seuls 13% demandent une baisse de l'aide de l'UE (-1 point par rapport à 2009). Un peu moins de trois Européens sur dix (29%, -4 points par rapport à 2009) considèrent qu'il ne faut « rien changer ».

QC11 Et au cours des 10 prochaines années, souhaiteriez-vous que l'aide financière aux agriculteurs de l'UE augmente, diminue ou reste la même ? (% - UE)



Dans 24 Etats membres, une majorité relative des personnes interrogées estime que l'aide financière de l'UE aux agriculteurs devrait « augmenter ». Elles sont plus de trois sur quatre à être de cet avis en Lettonie (84%, +22 points par rapport à 2009), en Roumanie (84%, +22 points) et en Estonie (76%, +7 points) et un peu moins à Malte (74%, +15 points) et à Chypre (74%, +24 points).

Même si une majorité relative est également de cet avis au Luxembourg (42%, +14 points) et en Autriche (38%, +4 points), les personnes interrogées sont nombreuses, dans ces deux pays à estimer qu'aucun changement n'est requis : respectivement 39% (-7 points) et 33% (-7 points) sont de cet avis.

En Finlande (46%, -6 points), en Allemagne (37%, -3 points), en Irlande (36%, +9 points) et aux Pays-Bas (36%, +4 points) la plupart des sondés estiment que l'aide financière accordée par l'UE devrait rester la même.

Le Danemark est le seul pays où la plupart des personnes interrogées considèrent que l'aide financière apportée par l'UE aux agriculteurs devrait « diminuer » au cours des dix prochaines années, même si l'opinion semble divisée. Si plus d'un tiers des personnes interrogées au Danemark (36%, +4 points) estime qu'il devrait y avoir une baisse, moins d'un tiers pense d'autre part qu'aucun changement n'est nécessaire (31%, -12 points) et 24% (+9 points) souhaiteraient une augmentation.

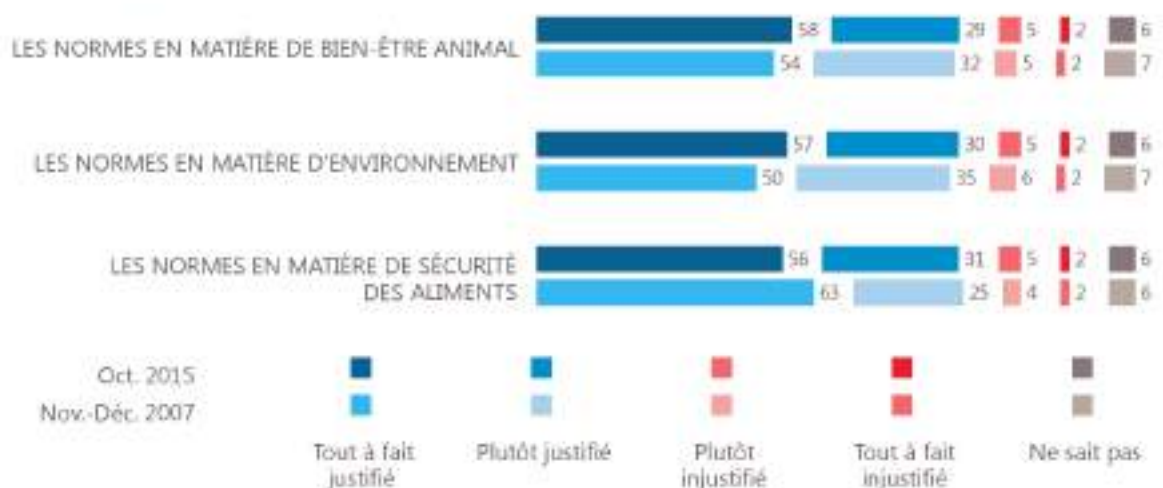
⁹ QC11. Et au cours des 10 prochaines années, souhaiteriez-vous que l'aide financière aux agriculteurs de l'UE augmente, diminue ou reste la même ?

4 Opinions sur le mécanisme de conditionnalité

Sur l'ensemble des critères, plus de quatre Européens interrogés sur cinq considèrent qu'il est « justifié » de réduire les subventions des agriculteurs qui ne respectent pas ces règles. Dans l'ensemble, les évolutions sont minimales par rapport à novembre 2007, en ce qui concerne les normes liées au bien-être animal (87%, +1 point de pourcentage), les normes environnementales (87%, +2 points) et les normes en matière de sécurité des aliments (87%, -1 point).

Toutefois, la proportion des personnes interrogées qui estiment « tout à fait justifié » de réduire les subventions a fortement augmenté dans le cas du non-respect des normes environnementales (+7 points) et a progressé dans une moindre mesure pour les normes de bien-être animal (+4 points).

QC14 Selon les règles de la politique agricole commune (PAC), les paiements de subventions aux agriculteurs sont liés à l'obligation de se soumettre à certaines règles concernant l'environnement, la sécurité des aliments et le bien-être des animaux (appelés « la conditionnalité »). Dans quelle mesure pensez-vous qu'il est justifié ou injustifié de réduire les paiements de subventions aux agriculteurs qui ne respectent pas ... ? (% - UE)



Les normes en matière de sécurité des aliments : dans l'ensemble des pays européens, les personnes interrogées estiment, à une large majorité, que les subventions versées aux agriculteurs qui ne respectent pas les normes en matière de sécurité des aliments devraient être réduites. L'opinion est plus prononcée dans certains pays que dans d'autres. Alors que 82% des personnes interrogées aux Pays-Bas et en Suède estiment qu'il est « tout à fait justifié » de réduire les subventions des agriculteurs qui ne respectent pas ces règles, elles ne sont que 44% de cet avis en Italie.

Les normes en matière de bien-être animal : dans tous les pays de l'UE, à l'exception de deux (l'Italie, avec 78% et la Roumanie, avec 74%) plus de quatre personnes interrogées sur cinq pensent qu'il est « justifié » de réduire les subventions des agriculteurs qui ne respectent pas les normes de bien-être animal.

Les proportions de personnes interrogées d'avis que cette mesure est « tout à fait justifiée » sont élevées en Suède (88%), au Danemark (79%) et aux Pays-Bas (77%).

Les normes en matière d'environnement : la Finlande affiche la proportion la plus élevée de personnes interrogées estimant qu'il est « justifié » de réduire les subventions des agriculteurs s'ils ne respectent pas les règles environnementales : 64% ont une opinion tranchée et considèrent que cette mesure est « tout à fait justifiée » et 31% pensent qu'elle est « plutôt justifiée ».

5 Opinions sur les subventions accordées aux agriculteurs pour la mise en place de pratiques respectueuses de l'environnement

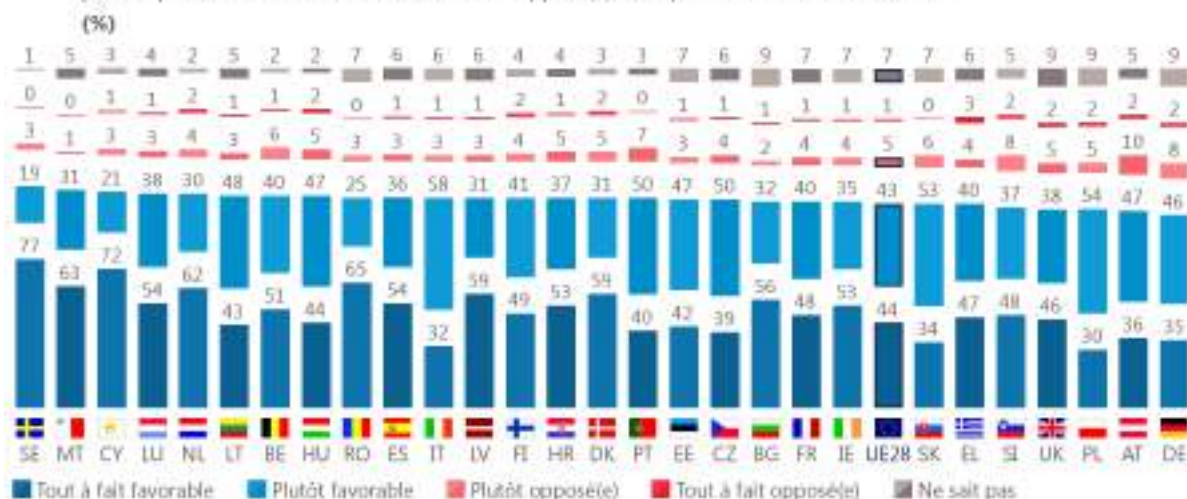
Il a tout d'abord été expliqué aux personnes interrogées que l'UE octroie actuellement des subventions aux agriculteurs pour la mise en place de pratiques agricoles bénéfiques au climat et à l'environnement (appelées « le verdissement »). Elles ont ensuite indiqué si elles sont favorables ou opposées à ce que l'UE continue d'agir ainsi¹⁰.

Les Européens sont, dans une large majorité, « favorables » au maintien de cette politique : ils sont 87% de cet avis et seuls 6% y sont « opposés » dans toute l'Europe. En effet, 44% se déclarent « tout à fait favorables » et 43% « plutôt favorables ».

Dans l'ensemble des Etats membres, plus de quatre personnes interrogées sur cinq sont « favorables » au maintien de ces subventions, la Suède (96%), Malte (94%) et Chypre (93%) étant en tête. Dans ces trois pays, la proportion de « tout à fait favorables » est supérieure à celle de bon nombre d'autres pays : 77% en Suède, 72% à Chypre et 63% à Malte.

Les pays où les personnes interrogées affichent la plus forte opposition comprennent l'Autriche (12%), l'Allemagne (10%) et la Slovaquie (10%).

QC15 Actuellement, l'UE octroie des subventions aux agriculteurs pour la mise en place de pratiques agricoles bénéfiques au climat et à l'environnement (appelé "le verdissement") comme la diversification des cultures et le maintien de prairies permanentes. Etes-vous favorable ou opposé(e) à ce que l'UE continue de le faire ?



¹⁰ QC15. Actuellement, l'UE octroie des subventions aux agriculteurs pour la mise en place de pratiques agricoles bénéfiques au climat et à l'environnement (appelé "le verdissement") comme la diversification des cultures et le maintien de prairies permanentes. Etes-vous favorable ou opposé(e) à ce que l'UE continue de le faire ? REPONSES : Tout à fait favorable, Plutôt favorable, Plutôt opposé(e), Tout à fait opposé(e), Ne sait pas.

IV. L'INFORMATION SUR LA PAC

1 Le désir de recevoir plus d'informations sur la PAC

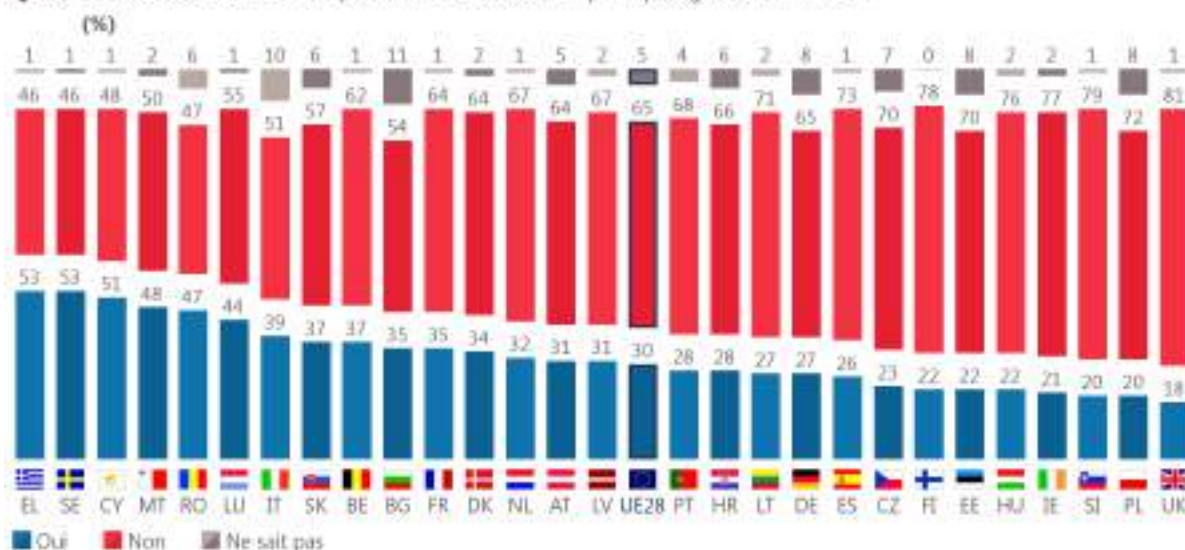
Il a été demandé aux Européens s'ils souhaiteraient recevoir plus d'informations sur la politique agricole commune¹¹.

Près des deux tiers des Européens (65%) indiquent qu'ils ne souhaiteraient pas recevoir plus d'informations sur la PAC, 30% souhaiteraient en recevoir davantage et 5% répondent « ne sait pas ».

Dans trois pays, plus d'une personne interrogée sur deux déclare souhaiter recevoir plus d'informations sur la PAC : en Suède (53%), en Grèce (53%) et à Chypre (51%).

Dans 24 Etats membres, au moins la moitié des personnes interrogées déclare ne pas désirer davantage d'informations au sujet de la PAC. Cette opinion est la plus marquée au Royaume-Uni, où 81% des personnes interrogées sont de cet avis. De même, plus de trois quarts des personnes interrogées en Slovaquie (79%), en Finlande (78%), en Irlande (77%) et en Hongrie (76%) ne souhaitent pas recevoir plus d'informations.

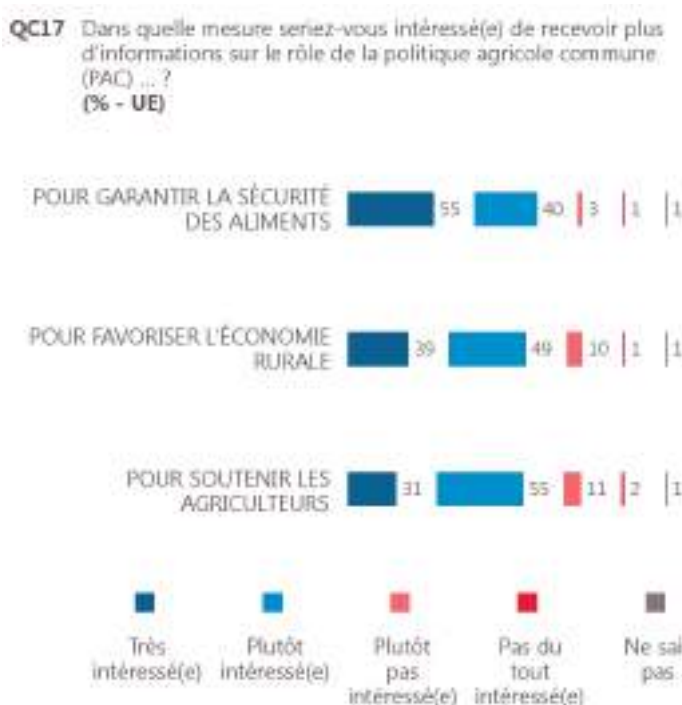
QC16 Souhaiteriez-vous recevoir plus d'informations sur la politique agricole commune ?



¹¹ QC16. Souhaiteriez-vous recevoir plus d'informations sur la politique agricole commune ? REPONSES Oui, Non, Ne sait pas.

2 Le type d'informations que les personnes interrogées souhaiteraient recevoir

Plus de quatre de ces personnes interrogées sur cinq ont indiqué être « intéressées » par des informations supplémentaires sur l'ensemble des sujets proposés. Les Européens sont en premier lieu « très intéressés » par des informations sur le rôle de la PAC **pour garantir la sécurité des aliments** (55%), devant son rôle **pour favoriser l'économie rurale** (39%) ou **pour soutenir les agriculteurs** (31%). Un Européen interrogé sur dix se déclare « plutôt pas intéressé » par davantage d'informations sur le rôle de la PAC **pour favoriser l'économie rurale** (10%) ou **pour soutenir les agriculteurs** (11%).



Personnes interrogées désireuses de recevoir plus d'informations au sujet de la PAC (30% de l'échantillon total)

Le rôle de la PAC **pour garantir la sécurité des aliments** est un sujet sur lequel plus de neuf personnes interrogées sur dix, dans presque tous les Etats membres, souhaiteraient recevoir plus d'informations. Dans 23 Etats membres, plus de la moitié des personnes interrogées indique être « très intéressées » par des informations supplémentaires sur la garantie de la sécurité des aliments, avec de fortes proportions à Chypre (76%), en Bulgarie (75%) et en République tchèque (74%).

Dans 27 Etats membres, plus de quatre personnes interrogées sur cinq se déclarent désireuses de recevoir davantage d'informations sur le rôle de la PAC **pour favoriser l'économie rurale**. En tête de ces pays, avec les proportions les plus élevées de personnes « intéressées », arrivent l'Espagne (95%), la Bulgarie (95%) et la Hongrie (94%).

Dans l'ensemble des Etats membres, parmi les personnes interrogées désireuses de recevoir davantage d'informations sur la PAC, la majorité se déclare « intéressée » par des informations sur le rôle de la PAC **pour soutenir les agriculteurs**. Dans trois pays, plus de neuf personnes interrogées sur dix souhaiteraient recevoir plus d'informations sur le soutien aux agriculteurs : en Espagne (94% sont « intéressés »), en Irlande (91%) et au Royaume-Uni (90%).

V. LES BIENFAITS PROCURÉS PAR LES FORÊTS

QC13 Quels sont, selon vous, les principaux bienfaits fournis par les forêts? (MAX. 3 REPONSES)
(% - UE)



« Absorber le dioxyde de carbone, contribuant à lutter contre le changement climatique et ses effets préjudiciables » est le bienfait le plus mentionné : il est en effet cité par les deux tiers des Européens interrogés (66%).

Vient ensuite le fait de « fournir des habitats aux animaux, préserver les différents types d'animaux et végétaux et conserver la nature », cité par 63% des personnes interrogées. Ces deux premiers bienfaits sont de loin les plus cités.

Deux personnes interrogées sur cinq mentionnent également le fait que les forêts permettent de « protéger les gens de catastrophes naturelles telles que les inondations et les avalanches » (40%).

Au moins un Européen interrogé sur cinq estime que les bienfaits apportés par les forêts comprennent le fait de fournir de l'énergie renouvelable en utilisant le bois comme combustible (24%), de fournir du bois pour produire des meubles et d'autres produits (22%) et enfin de fournir des activités de loisir saines (20%). Ils sont peu nombreux à estimer que « contribuer à la création d'emplois et au développement rural » est un bienfait important des forêts, seules 16% l'évoquant.

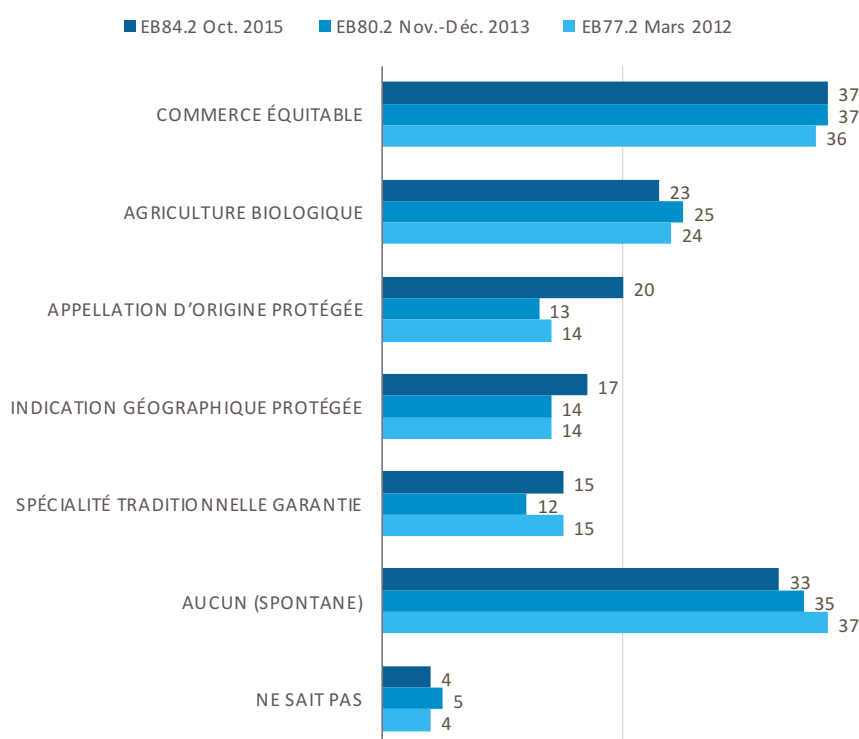
Dans 16 Etats membres, **absorber le dioxyde de carbone, contribuant à lutter contre le changement climatique et ses effets préjudiciables** est plus fréquemment cité comme le bienfait le plus important procuré par les forêts. Cette opinion est particulièrement prégnante aux Pays-Bas (85%), au Luxembourg (80%) et à Chypre (80%), où quatre personnes interrogées sur cinq la partagent.

Dans l'ensemble des pays à l'exception de la Roumanie (46%), au moins la moitié des personnes interrogées estime que **fournir des habitats aux animaux, préserver les différents types d'animaux et végétaux et conserver la nature** constitue l'un des principaux bienfaits des forêts et, dans 11 Etats membres, cette réponse est la plus fréquemment citée.

VI. NOTORIÉTÉ DES LABELS DE QUALITÉ

Un peu plus de six Européens sur dix (63%) reconnaissent au moins un des logos, une proportion stable par rapport à l'enquête de 2012. Un tiers des Européens a répondu *spontanément* n'en reconnaître « aucun », soit deux points de pourcentage de moins que dans l'enquête de 2013. Le logo le plus connu reste celui du **commerce équitable** (37%, stable par rapport à 2013 et +1 point par rapport à 2012), devant celui de **l'agriculture biologique**, en deuxième position, en recul par rapport aux enquêtes précédentes (23%, -2 points par rapport à 2013 et -1 point par rapport à 2012).

QC12 Parmi les logos sur cet écran, veuillez me dire ceux que vous connaissez. (PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)
(% - UE)



En troisième position, le logo d'**appellation d'origine protégée** connaît la plus forte progression depuis 2013 (20%, +7 points par rapport à 2013; +6 points par rapport à 2012) : un Européen sur cinq sait désormais le reconnaître, soit une hausse de sept points par rapport à 2013 et de 6 points par rapport à 2012. Les logos d'**indication géographique protégée** (17%, +3 points par rapport à 2013, +3 points par rapport à 2012) et de **spécialité traditionnelle garantie** (15%, +3 points par rapport à 2013) connaissent une progression de 3 points de la proportion de personnes interrogées qui les connaissent par rapport à la dernière enquête, en 2013.

Dans six Etats membres, plus de 80% des personnes interrogées connaissent au moins un de ces logos : en Suède (90%), au Luxembourg (88%), en Autriche (88%), en Irlande (86%), au Royaume-Uni (85%) et aux Pays-Bas (84%).

CONCLUSION

Les objectifs de cet Eurobaromètre spécial sont de comprendre le rapport qu'entretiennent les Européens avec l'agriculture au sein de l'Union européenne, plus précisément sous l'angle de l'importance qu'ils lui accordent et de leur opinion à l'égard du rôle des agriculteurs et des principaux objectifs de l'UE en matière d'agriculture. Déterminer les connaissances des Européens en matière de politique agricole commune (PAC) constitue également l'un des principaux objectifs de l'enquête, de même qu'évaluer leur opinion quant aux différentes formes d'aide financière accordée aux agriculteurs. Cette étude a en outre abordé les perceptions des Européens sur le rôle des forêts dans la société, ainsi que la notoriété de différents logos et labels de qualité.

Comparer les résultats de cette enquête à ceux des précédents Eurobaromètre (2007, 2009, 2012, 2013) nous permet de suivre l'évolution des tendances de l'opinion publique au fil du temps.

Dans l'ensemble, les Européens manifestent une préoccupation croissante à l'égard de l'agriculture et des zones rurales. Leurs opinions sur ce qu'ils considèrent être la principale responsabilité des agriculteurs et le principal objectif de la PAC convergent : il s'agit d'assurer que les produits sont de bonne qualité, sains et sans danger et d'en garantir l'approvisionnement.

Dans ce contexte, il peut être surprenant de constater que si, dans leur grande majorité, les citoyens de l'UE continuent de penser que la PAC bénéficie à l'ensemble des citoyens et pas uniquement aux agriculteurs, cette opinion a considérablement reculé depuis 2013. Dans l'ensemble, les Européens sont mieux informés de la PAC qu'en 2013, bien qu'ils soient très peu nombreux à déclarer en connaître les détails.

L'opinion publique estime en général que l'UE remplit son rôle pour s'assurer que les produits sont de bonne qualité, sains et sans danger. Même si ce n'est pas l'opinion majoritaire, une proportion considérable d'Européens considère que l'UE échoue à assurer un niveau de vie correct aux agriculteurs.

Il est alors intéressant d'observer que l'objectif de « renforcer le rôle des agriculteurs dans la chaîne alimentaire » est considéré par les Européens comme l'une des deux principales priorités de la PAC. L'autre priorité, d'après les Européens, est la nécessité d'investir dans les zones rurales pour stimuler la croissance économique et la création d'emploi.

En ce qui concerne la contribution de la PAC aux priorités de l'UE, les personnes interrogées, dans leur large majorité, pensent qu'elle contribue à améliorer les relations commerciales entre l'UE et le reste du monde (66% sont de cet avis) et participe au bon fonctionnement du marché unique de l'UE (65% d'accord).

D'après les Européens, la principale raison pour laquelle l'UE consacre une part si importante de son budget à la PAC est que l'aide financière aux agriculteurs permet de garantir l'approvisionnement durable des citoyens européens en produits alimentaires. Par rapport à la dernière enquête de 2013, les Européens sont plus conscients que, pour remplir cet objectif, de lourds investissements humains et financiers doivent être réalisés dans le secteur.

Peut être à la suite de cette évolution, la majorité souhaite voir augmenter, à l'avenir, le soutien de l'UE aux agriculteurs, même si, actuellement, ils jugent plutôt cette aide « adéquate ». Par rapport à l'enquête précédente, la proportion de personnes interrogées estimant que son niveau est « trop faible » a progressé. Les Européens sont également, en règle générale, favorables à l'octroi de subventions aux agriculteurs qui mettent en place des pratiques agricoles bénéfiques à l'environnement. Ils pensent en outre qu'il est justifié de réduire les subventions aux agriculteurs qui ne respectent pas les normes relatives à la sécurité des aliments, au bien-être des animaux ou à l'environnement.

Les forêts procurent surtout des bénéfices environnementaux, selon les Européens. Elles absorbent en effet le dioxyde de carbone, ce qui permet de lutter contre le changement climatique, préservent la nature et fournissent des habitats aux animaux.

Le label le plus connu reste celui du commerce équitable. Toutefois, la notoriété de celui de l'appellation d'origine protégée a progressé par rapport aux résultats de la précédente enquête de 2013.

Octobre 2015

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 17 et le 26 octobre 2015, TNS opinion & social, un consortium créé entre TNS political & social, TNS UK et TNS opinion, a réalisé la vague EB84.2 de l'enquête EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, direction générale Communication, unité « Stratégie, actions de communication corporate et Eurobaromètre ».

La vague 84.2 inclut l'enquête EUROBAROMETRE SPECIAL 440 et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des 28 États membres de l'Union européenne et résidant dans un des États membres de l'Union européenne.

	PAYS	INSTITUTS	N° INTERVIEWS	DATES TERRAIN		POPULATION 15+	PROPORTION UE28
BE	Belgique	TNS Dimarso	1,001	17/10/2015	26/10/2015	9,263,570	2.18%
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1,021	17/10/2015	26/10/2015	6,294,563	1.48%
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1,002	17/10/2015	26/10/2015	8,955,829	2.11%
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1,036	17/10/2015	26/10/2015	4,625,032	1.09%
DE	Allemagne	TNS Infratest	1,585	17/10/2015	26/10/2015	71,283,580	16.79%
EE	Estonie	TNS Emor	1,000	17/10/2015	26/10/2015	1,113,355	0.26%
IE	Irlande	Behaviour & Attitudes	1,002	17/10/2015	26/10/2015	3,586,829	0.84%
EL	Grèce	TNS ICAP	1,007	17/10/2015	26/10/2015	8,791,499	2.07%
ES	Espagne	TNS Spain	1,015	17/10/2015	26/10/2015	39,506,853	9.31%
FR	France	TNS Sofres	1,028	17/10/2015	26/10/2015	51,668,700	12.17%
HR	Croatie	HENDAL	1,004	17/10/2015	26/10/2015	3,625,601	0.85%
IT	Italie	TNS Italia	1,015	17/10/2015	26/10/2015	51,336,889	12.09%
CY	Rép. de Chypre	CYMAR	501	17/10/2015	26/10/2015	724,084	0.17%
LV	Lettonie	TNS Latvia	1,013	17/10/2015	26/10/2015	1,731,509	0.41%
LT	Lituanie	TNS LT	1,010	17/10/2015	26/10/2015	2,535,329	0.60%
LU	Luxembourg	TNS ILReS	505	17/10/2015	26/10/2015	445,806	0.11%
HU	Hongrie	TNS Hoffmann	1,047	17/10/2015	26/10/2015	8,477,933	2.00%
MT	Malte	MISCO	501	17/10/2015	26/10/2015	360,045	0.08%
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1,044	17/10/2015	26/10/2015	13,901,653	3.27%
AT	Autriche	ipr Umfrageforschung	1,009	17/10/2015	26/10/2015	7,232,497	1.70%
PL	Pologne	TNS Polska	1,002	17/10/2015	26/10/2015	32,736,685	7.71%
PT	Portugal	TNS Portugal	1,051	17/10/2015	26/10/2015	8,512,269	2.01%
RO	Roumanie	TNS CSOP	1,017	17/10/2015	26/10/2015	16,880,465	3.98%
SI	Slovénie	RM PLUS	1,000	17/10/2015	26/10/2015	1,760,726	0.41%
SK	Slovaquie	TNS Slovakia	1,028	17/10/2015	26/10/2015	4,580,260	1.08%
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1,011	17/10/2015	26/10/2015	4,511,446	1.06%
SE	Suède	TNS Sifo	1,041	17/10/2015	26/10/2015	7,944,034	1.87%
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1,326	17/10/2015	26/10/2015	52,104,731	12.27%
	TOTAL UE28		27,822	17/10/15	26/10/15	424,491,772	100%*

* Il convient de noter que le total des pourcentages indiqué dans ce tableau peut dépasser 100% en raison des arrondis

Octobre 2015

Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II¹ (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales.

Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (Computer Assisted Personal Interview) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessous.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Marges statistiques dues au processus d'échantillonnage
(au niveau de confiance de 95%)

tailles d'échantillon en lignes		résultats observés en colonnes										
		5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
		95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	
N=50		8.0	8.3	8.9	11.1	12.0	12.7	13.2	13.6	13.8	13.9	N=50
N=500		1.9	2.6	3.1	3.5	3.8	4.0	4.2	4.3	4.4	4.4	N=500
N=1000		1.4	1.9	2.2	2.5	2.7	2.8	3.0	3.0	3.1	3.1	N=1000
N=1500		1.1	1.5	1.8	2.0	2.2	2.3	2.4	2.5	2.5	2.5	N=1500
N=2000		1.0	1.3	1.6	1.8	1.9	2.0	2.1	2.1	2.2	2.2	N=2000
N=3000		0.8	1.1	1.3	1.4	1.5	1.6	1.7	1.8	1.8	1.8	N=3000
N=4000		0.7	0.9	1.1	1.2	1.3	1.4	1.5	1.5	1.5	1.5	N=4000
N=5000		0.6	0.8	1.0	1.1	1.2	1.3	1.3	1.4	1.4	1.4	N=5000
N=6000		0.6	0.8	0.9	1.0	1.1	1.2	1.2	1.2	1.3	1.3	N=6000
N=7000		0.5	0.7	0.8	0.9	1.0	1.1	1.1	1.1	1.2	1.2	N=7000
N=7500		0.5	0.7	0.8	0.9	1.0	1.0	1.1	1.1	1.1	1.1	N=7500
N=8000		0.5	0.7	0.8	0.9	0.9	1.0	1.0	1.1	1.1	1.1	N=8000
N=9000		0.5	0.6	0.7	0.8	0.9	0.9	1.0	1.0	1.0	1.0	N=9000
N=10000		0.4	0.6	0.7	0.8	0.8	0.9	0.9	1.0	1.0	1.0	N=10000
N=11000		0.4	0.6	0.7	0.7	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	N=11000
N=12000		0.4	0.5	0.6	0.7	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	N=12000
N=13000		0.4	0.5	0.6	0.7	0.7	0.8	0.8	0.8	0.9	0.9	N=13000
N=14000		0.4	0.5	0.6	0.7	0.7	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	N=14000
N=15000		0.3	0.5	0.6	0.6	0.7	0.7	0.8	0.8	0.8	0.8	N=15000

¹ Chiffres mis-à-jour en août 2015